

Fiche d'expression du besoin

2025-11-SM097 - Prestation pour Mission de Commissaire aux Comptes 2025-2030

CONTEXTE ET ENJEUX DU MARCHÉ

Objet du marché

Prestations pour Mission de Commissaire aux Comptes

Contexte et objectifs des prestations

Dans le cadre de ses obligations légales et de sa mission d'assurer la transparence financière, l'association MIGADO sollicite une prestation de commissariat aux comptes.

Ce service est requis afin de garantir la sincérité, la régularité et la conformité des comptes annuels de l'association. Cette mission est indispensable pour renforcer la confiance des parties prenantes internes et externes, tout en assurant une gestion financière rigoureuse en conformité avec les normes applicables.

Objectifs principaux de la mission :

1. **Certification des comptes** : La mission consiste principalement à contrôler les comptes annuels de MIGADO en validant le compte de résultat, le bilan financier, ainsi que les annexes associées. Ce processus vise à garantir une présentation fidèle de la situation financière de l'association.
2. **Audit de conformité** : Le commissaire aux comptes devra vérifier la conformité des obligations juridiques, sociales et réglementaires. Il apportera également des conseils sur les éventuels changements législatifs ou administratifs impactant la structure.
3. **Évaluation de la continuité d'exploitation** : En cas de difficultés financières détectées, le commissaire aux comptes émettra des recommandations sur la viabilité de l'association, notamment en initiant une procédure d'alerte si nécessaire.

Enjeux pour l'association : Cette prestation vise à soutenir la gouvernance financière de l'association MIGADO tout en assurant la continuité de ses missions. La transparence et la rigueur apportées par cette mission permettront à l'association de maintenir la confiance de ses partenaires, de ses membres et de ses financeurs, tout en optimisant ses opérations financières dans un cadre professionnel et légal.

Compétences et/ou fournitures, services requis

A/Étendue de la Mission

La mission de commissariat aux comptes comprend deux volets principaux :

1. Certification des comptes de l'association

Le commissaire aux comptes est principalement chargé de la certification des comptes annuels de l'association. Pour ce faire, il doit effectuer les vérifications suivantes :

- Compte de résultat : vérifier l'exactitude et la sincérité des comptes de résultats.
- Bilan financier : examiner la situation financière et les éléments de bilan de l'association.
- Annexes : s'assurer que les annexes sont conformes et reflètent la réalité financière de l'association.

Dans le cadre de cet audit, le commissaire aux comptes atteste de la sincérité et de la régularité des comptes en se basant sur les informations relatives à la situation financière et patrimoniale de l'association.

- Rapport annuel d'activité : À la fin de chaque mission, un rapport annuel d'activité doit être présenté à l'assemblée générale. Ce rapport précisera si les comptes annuels, tels qu'approuvés par le conseil d'administration de MIGADO, sont certifiés (avec ou sans réserve) ou refusés.

2. Autres missions spécifiques

Outre la certification, le commissaire aux comptes assurera les missions suivantes :

- Vérifications légales : contrôle de la conformité de l'association aux obligations sociales, juridiques, et réglementaires en vigueur.
- Conseils aux dirigeants : information des dirigeants sur les évolutions en matière légale et administrative pouvant affecter l'association.

- Avis sur la continuité d'exploitation : en cas de difficultés financières, émission d'un avis sur la continuité d'exploitation de l'association, avec possibilité de lancer une procédure d'alerte.

Les travaux doivent être menés conformément aux normes d'exercice professionnel établies par la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes (CNCC).

B/Organisation de la Mission

Une organisation de la mission est attendue, en tenant compte des éléments suivants :

Communication et coordination : maintien d'une communication fluide et régulière avec les dirigeants de l'association ainsi qu'avec les équipes localisées au siège social (18 ter rue de la Garonne, 47520 LE PASSAGE).

Planification de l'Assemblée Générale : la mission doit être organisée de manière à permettre la tenue de l'Assemblée Générale de MIGADO au plus tard en mai de l'année suivant la clôture de l'exercice.

Visite de site

Non

CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Modalités

La présente consultation fait l'objet d'une mise en concurrence sur devis.

Le devis proposé devra présenter les caractéristiques techniques des prestations et faire état des éléments suivants :

- Présentation du cabinet : informations sur le cabinet, son expérience, et ses références en matière de missions similaires pour des associations ou organisations à but non lucratif.

- Détail des équipes : liste des intervenants affectés à la mission avec leur expertise, qualifications, et rôle respectif. Il est attendu un descriptif des compétences clés et des missions similaires déjà réalisées.

- Description des prestations : détails sur l'étendue des prestations, incluant les services complémentaires, le contrôle des comptes annuels, les conseils en continuité d'exploitation, et l'accompagnement en cas d'évolutions réglementaires.
- Méthodologie d'audit : explication détaillée des méthodes d'audit prévues, des techniques d'évaluation et de contrôle des comptes, des moyens mis en œuvre pour garantir la conformité et la précision des comptes.
- Engagements de conformité : garantie de respect des normes CNCC et de la législation en vigueur, ainsi que des protocoles internes de qualité.
- Planning de réalisation : proposition d'un calendrier structuré et engageant, spécifiant les étapes clés, les délais de traitement, et les moments prévus pour le rapport à l'Assemblée Générale.
- Conditions tarifaires et financières : devis détaillé des coûts, précisant les montants par exercice.

Les offres des candidats seront évaluées selon les trois critères suivants :

1. Prix des prestations (50 %)

Ce critère repose sur la compétitivité du prix proposé par le candidat. Il s'agit d'évaluer le coût total de la prestation en tenant compte des services inclus dans l'offre. Une analyse comparative sera réalisée pour vérifier la cohérence du prix en fonction des éléments spécifiques à la mission de MIGADO.

2. Caractéristiques Techniques de l'Offre (40 %)

La valeur technique de l'offre permet de mesurer la capacité du candidat à répondre de manière qualitative aux besoins de la mission. Ce critère prend en compte l'expertise et les méthodes du candidat pour garantir la qualité de la mission, le respect des normes et la capacité à anticiper les risques financiers éventuels pour l'association.

3. Organisation des prestations (10 %)

Ce critère évalue l'organisation proposée par le candidat pour réaliser la mission, la disponibilité de ses équipes, ainsi que l'approche en termes de communication et de collaboration avec les équipes de MIGADO. Une mission bien structurée et une bonne planification sont essentielles pour assurer le respect des délais, notamment pour la présentation du rapport en Assemblée Générale.

DURÉE DU MARCHÉ

Durée

6 an(s)

Le marché est reconductible

Non

Date de démarrage prévisionnelle du marché

01/01/2026

Délais d'exécution / Livraison des prestations

6 exercices comptables à partir de l'exercice 2025 (clos le 31/12/2025) jusqu'à l'exercice 2030 qui sera traité lors du 1er semestre 2031. La mission devra être organisée pour une tenue de l'Assemblée Générale de l'association MIGADO au plus tard au mois de mai de l'année N+1 de l'exercice clos.

ESTIMATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE DU MARCHÉ (€HT)**Montants pour l'année N**

Maximum | 7 700,00 €

Montants pour l'année N+1

Maximum | 7 700,00 €

Montants pour l'année N+2

Maximum | 7 700,00 €

Montants pour l'année N+3

Maximum | 7 700,00 €

Montants pour l'année N+4

Maximum | 7 700,00 €

Montants pour l'année N+5

Maximum | 7 700,00 €

Total

Maximum | 46 200,00 €

Modalités de financement des prestations

Fonds propres - Budget MIGADO

CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCÉDURE**Type de marché**

Services

Nomenclature achat

97.02 - Assistance en comptabilité, fiscalité, expertise comptable

Fréquence du marché

En continu

Forme du prix

Forfaitaire

Précisions des prix

Prix forfaitaire de la mission pour chaque exercice annuel.

Les prix des prestations comprennent l'ensemble des prestations telles que décrites dans la présente consultation, dont notamment les frais afférents aux déplacements, à la présence aux réunions, rapports et comptes rendus.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro ». Les prix sont révisibles chaque année à la date de notification du présent marché selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + (0,85 \times (GM / GM_0)))$$

Dans laquelle :

- P = Prix après application de la formule de révision
- P₀ = Prix de base correspondant aux conditions économiques du mois M(0)
- GM = Valeur de l'indice connu au mois précédant la date de révision
- GM₀ = Valeur de l'indice connu au mois M₀

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période de validité du présent marché.

Indice utilisé (publié sur INSEE) :

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) ? GM69Z ?

Activités juridiques et comptables.

CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

Le marché comporte des tranches optionnelles

Non

Le marché comporte des prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Non

Le marché est ouvert aux variantes

Non

Lieux d'exécution du marché

Au siège - 18 ter Rue de la Garonne
47520 LE PASSAGE D'AGEN

CRITÈRES DE SÉLECTION DES CANDIDATURES

Compétences requises

Qualifications professionnelles

Précisions

Inscription à la CNCC.

Inscription à la liste officielle de la Cour d'Appel du lieu d'exercice du mandat.

Certifications requises

Certifications de conformité à certaines normes de qualité nationales ou européennes requises

Précisions

Les travaux devront être conduits selon les normes d'exercice professionnel de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes (CNCC).

La participation est réservée aux ESS ou aux structures d'aide à l'emploi des travailleurs handicapés ou en recherche d'emplois

Non

CRITÈRES DE SÉLECTION DES OFFRES

Critères techniques	50%
Les caractéristiques techniques de l'offre	40%
L'organisation des prestations	10%
Critères financiers	50%
Prix des prestations	50%

MOTIFS PARTICULIERS**Marché à lot unique**

Oui

Motifs juridiques

Impossibilité d'identifier des prestations distinctes (les prestations objets du marché sont indissociables)

PROCÉDURE**Procédure du marché**

Procédure adaptée

Une négociation est prévue

Oui

Modalités de la négociation

MIGADO se réserve la possibilité de procéder à des négociations auprès du premier candidat dont l'offre est arrivée en tête. A ce titre, elle peut opérer par demande écrite, ou par audition du candidat.

Le recours à la négociation ne présente aucun caractère obligatoire.

Pièces du dossier de consultation

Autres,

Précisions

Les présentes conditions de la consultation valant cahier des charges et les conditions générales d'achats en annexe.

Supports de publicité

Profil acheteur

Accord du titulaire :

Date :

A (lieu) :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Cachet et signature du représentant légal habilité :

CONDITIONS GENERALES D'ACHAT (CGA) APPLICABLES AUX MARCHÉS PUBLICS DE SERVICES OU DE FOURNITURES DE MIGADO

Article 1. Champ d'application

Les présentes conditions générales d'achat (CGA) ont pour objet de définir le cadre des conditions contractuelles entre l'association MIGADO et ses cocontractants, titulaires d'un marché public. Elles s'appliquent à tout contrat ou devis relatifs aux fournitures courantes et services conclu selon une procédure adaptée simplifiée au sens de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique. Sauf dérogation expresse dans les présentes CGA, les stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) relatives aux marchés de fournitures et courantes et service (FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et dans sa version en vigueur sont applicables.

Article 2. Notification et démarrage des prestations

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-FCS, la notification du contrat ou du devis valant démarrage et exécution des prestations consiste à adresser au titulaire une copie du bon de commande et de ses annexes. La personne physique habilitée à représenter l'association MIGADO pour les besoins de l'exécution du marché au sens de l'article 3.3 du CCAG-FCS est la personne qui a signé le bon de commande.

Article 3. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles applicables à l'exécution des prestations sont par ordre de priorité :

- Le présent cahier des charges et son annexe, les Conditions Générales d'Achats (CGA) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales relatif aux marchés publics de fournitures courantes et service (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021 entré en vigueur le 1er avril 2021 (JORF n°0078) ;
- La proposition commerciale du titulaire et/ou son devis signé.

Article 4. Spécifications techniques

Les prestations, son contenu, ses spécifications techniques et les modalités particulières d'exécution sont définis sur le bon de commande ou ses annexes le cas échéant.

Les prestations et/ou fournitures devront être conformes à celles définie contractuellement et aux normes en vigueur au moment de l'achat.

Article 5. Accès aux locaux

Pour accéder aux locaux de l'association MIGADO, le personnel du titulaire sera tenu de se conformer aux consignes qui lui seront données. Le titulaire engage sa responsabilité pour les dégradations occasionnées, dans le cadre de sa mission, aux locaux, biens et équipements du lieu de son intervention.

Article 6. Obligations et engagements du titulaire

Le titulaire s'engage en acceptant la commande à fournir ou réaliser la prestation conformément aux engagements pris au moment de cette commande que ce soit en termes de qualité, de disponibilité et de suivi.

Le titulaire doit signaler tous les événements susceptibles de compromettre la bonne exécution des prestations.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité, et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Pour l'exécution de la prestation, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (Règlement Général sur la Protection des Données RGPD) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. En cas de manquement par le titulaire à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié par l'association MIGADO dans les conditions de l'article 14 des présentes CGA.

Article.7 Compétences et personnel du titulaire

Le titulaire affecte à l'exécution de la commande un personnel qu'il a formé, apte, qualifié, compétent et en nombre suffisant pour assurer la qualité de la prestation commandée et à maintenir ce niveau tout au long de l'exécution de la prestation.

Article 8. Lieu et délai de livraison / exécution des prestations

Le délai de livraison ou/et d'exécution court à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire, ou le cas échéant, de la date fixée dans le calendrier d'exécution validé par les deux parties.

Le non-respect des délais par le titulaire pourra entraîner l'application des pénalités prévues ci-après.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter la date de livraison contractuelle, il en informe immédiatement par écrit l'association MIGADO en exposant les motifs et lui demande un report de la date. A défaut de réponse écrite dans un délai de 10 jours ouvrés, l'association MIGADO est réputé avoir refusé la demande. La prolongation ne peut être refusée lorsque la cause du retard est due à l'association MIGADO ou à un cas de force majeure.

Les produits sont livrés et/ou les prestations sont exécutées à l'adresse figurant sur le bon de commande ou, à défaut, sur les documents qui lui sont annexés et selon les jours et horaires d'ouverture de l'établissement directement aux zones de livraison précisées sur le bon de commande.

Le transport s'effectue jusqu'au lieu de livraison aux frais et risque du titulaire. Chaque livraison est accompagnée d'un bordereau précisant la nature et les quantités livrées, le numéro de commande et le nom du demandeur.

Article 9. Réception et vérification des fournitures et prestations

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-FCS, les opérations de vérification s'effectuent quantitativement et qualitativement par l'association MIGADO dans un délai maximum de (5) cinq jours ouvrés à compter de la date de livraison des fournitures ou de l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'association MIGADO n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'établissement pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

A l'issue de ces vérifications, le représentant de l'association MIGADO prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

A défaut de réponse de l'association MIGADO au-delà du délai de cinq jours précités, les prestations sont réputées acceptées et admises tacitement.

Article 10. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute documentation (à jour) permettant d'assurer la maintenance, le fonctionnement correct du matériel et indique les procédures courantes d'utilisation et de résolution des incidents.

Article 11. Garantie

Les prestations (hors services numériques) font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Les fournitures et services numériques font l'objet d'une garantie légale de conformité minimale de deux ans. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission. La garantie légale de conformité oblige le titulaire de livrer un produit conforme à la description qu'il en a faite et à l'usage attendu par l'association.

Elle s'applique aux défauts existants à la date de livraison et permet à l'association de demander au titulaire de réparer, remplacer ou rembourser le produit non conforme dans les cas suivants :

1. Le produit est impropre à l'usage attendu ;
2. Le produit n'est pas conforme à la description faite par le titulaire ;
3. Le produit ne possède pas les qualités convenues entre le titulaire et l'association ou bien annoncées par le titulaire dans son offre.

Tout défaut apparaissant dans les deux ans suivant l'achat est considéré comme ayant existé au moment de la livraison. L'association a le choix entre la réparation et le remplacement du produit non conforme.

S'il existe une différence manifeste de coût entre les deux options, le titulaire peut imposer la moins chère. Si aucune option n'est possible ou ne peut être mise en oeuvre dans un délai d'un mois suivant la réclamation de l'association, celle-ci peut demander un remboursement intégral et retourner le produit, ou un remboursement partiel et garder le produit.

La garantie commerciale du titulaire ne peut en aucun cas modifier les conditions de mise en oeuvre de la garantie légale de conformité.

Article 12. Prix et modalités de règlement

Le montant de la prestation est fixé conformément aux prix indiqués dans la proposition commerciale du titulaire. Sauf émission d'un avenant, aucun coût supplémentaire ne pourra être facturé à l'association MIGADO.

Les paiements sont effectués par virement bancaire. Le délai global de paiement des prestations est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture ou de celle de la fin d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la réception de la facture. La date de réception de la facture et celle de la fin des prestations sont constatées par l'association MIGADO. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récents, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'association MIGADO par courriel à l'adresse suivante : compta@migado.fr

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Les noms ou la raison sociale, et adresse du titulaire ;
- Le numéro SIREN ou de SIRET, le code APE, et le numéro de TVA intracommunautaire ;
- Son numéro de compte bancaire ou postal (joindre un RIB) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro de facture ;
- Le détail précis des prestations fournies et des prix ;
- Les montants HT et TTC de la prestation exécutée ;
- Les taux et les montants de la TVA ainsi que les taxes parafiscales le cas échéant.

Chaque facture doit indiquer les références de chacune des commandes. Chaque facture non

conforme sera automatiquement renvoyée au titulaire.

Article 13. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$P = (V \times R) / 100$, dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant hors TVA de la partie des prestations et/ ou des fournitures en retard, ou de l'ensemble des prestations et/ou fournitures si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

En tout état de cause, P ne peut dépasser V.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du contrat.

Article 14. Résiliation

Pour la résiliation, il est fait application des dispositions des articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute du titulaire peut intervenir sans mise en demeure préalable.

L'association MIGADO peut notamment résilier la commande en cas d'inexécution par le titulaire de ses obligations par suite de la survenance d'un événement de force majeure dont la durée excèderait un mois à compter de sa notification à l'association MIGADO, et ayant pour conséquence un retard justifiant la résiliation de la Commande, ou empêchant de façon définitive l'exécution de la Commande.

Article 15. Force majeure

Le titulaire devra prévenir l'association MIGADO immédiatement avec confirmation par notification écrite au plus tard dans les cinq (5) jours calendaires de la survenance d'un cas de force majeure l'empêchant d'exécuter ses obligations au titre des documents contractuels.

Les obligations dont l'exécution est rendue impossible par la survenance d'un cas de force majeure seront suspendues pendant la durée de cet événement, sous réserve de ce qui est prévu à l'article « Résiliation ».

Le titulaire invoquant la force majeure s'engage à prendre toutes dispositions permettant de limiter les conséquences préjudiciables de cet événement pour l'association MIGADO.

Pour l'application de cette clause, ne pourra être considéré comme constituant un cas de force majeure qu'un événement répondant simultanément à toutes les conditions ci-après :

- a) Cet événement doit échapper au contrôle du titulaire,
- b) Cet événement ne pouvait être raisonnablement prévu lors de l'émission de la Commande,
- c) Les effets de cet événement ne peuvent être évités par des mesures appropriées,
- d) Cet événement empêche l'exécution par le titulaire de son obligation.

Le titulaire ne pourra invoquer les retards de ses propres fournisseurs ou sous-traitants que lorsque la cause de ces retards pourra être considérée comme un cas de force majeure en application de la présente clause.

Article 16. Responsabilité et assurance

Avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution des prestations, le

titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande de l'association MIGADO dans un délai de cinq jours à compter de la réception de la demande.

Article 17. Régularité de la situation fiscale et sociale

Le titulaire atteste être à jour de ses obligations en matière fiscale et sociale. Il s'engage à remettre spontanément à l'association MIGADO, lors de la conclusion de la commande et tous les 6 mois jusqu'à la fin de son exécution les pièces justificatives qu'il a satisfait à ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations sociales, et les documents ou attestations prévus aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique.

Article 18. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de sa prestation à un autre prestataire qualifié, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'association MIGADO et de son agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

L'association MIGADO peut exiger que certaines tâches qu'elle considère comme étant essentielles soient effectuées directement par le titulaire et seront spécifiées dans le bon de commande notifiant l'exécution des prestations, conformément aux dispositions de l'article L2193-3 du code de la commande publique.

Le titulaire qui fait appel à la sous-traitance demeure personnellement responsable vis-à-vis de l'association MIGADO. Aucune sous-traitance ne pourra être effective tant qu'elle n'aura pas été acceptée formellement au préalable par l'association MIGADO.

A l'appui de l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4), le titulaire joindra, outre le détail du sous-traité, les attestations fiscales et sociales mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code de travail, accompagnées d'un extrait K-bis datant de moins de trois mois.

Article 19. Litige et conciliation

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Si un différend a lieu au cours de l'exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler le différend à l'amiable, il pourra être saisi le Comité consultatif interrégional du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Bordeaux : CCIRA de Bordeaux - Direccte Nouvelle-Aquitaine - Pôle C - 118 cours du Maréchal Juin - TSA 10001 - 33075 Bordeaux cedex - Courriel : na.polec@direccte.gouv.fr

En cas d'échec du règlement amiable des différends, le litige peut être porté devant le tribunal judiciaire de Bordeaux 30 rue des Frères Bonie 33000 BORDEAUX.

Article 20. Droit et langue applicables

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Article 21. Dérogations au CCAG-FCS

L'article 2 déroge à l'article 4.2 du CCAG FCS.

L'article 3 déroge à l'article 4 du CCAG FCS.

L'article 9 déroge à l'article 27.3 et 29 du CCAG FCS.

L'article 13 déroge à l'article 14.1 et 14.1.3 du CCAG FCS.

L'article 14 déroge à l'article 41.2 du CCAG FCS.

L'article 16 déroge à l'article 9.2 du CCAG FCS.